

Mon collègue, le député d'Essex-Windsor (M. Langdon), a demandé aujourd'hui au premier ministre (M. Mulroney) quel avantage cela représentait pour les chômeurs canadiens de donner à des investisseurs éventuels la possibilité d'acquérir une entreprise existante, d'en intégrer les opérations à celles de la société-mère en conservant seulement le réseau de distribution pour ensuite mettre fin à ses activités de fabrication au Canada? Comment cela profite-t-il aux chômeurs canadiens? La réponse est claire: en rien. Les cas où cela s'est produit ne se comptent plus. Cela s'est produit même en dépit de l'AEIE. Si le gouvernement cherchait vraiment à répondre aux besoins des Canadiens, il tâcherait de trouver les moyens d'améliorer l'AEIE au lieu de la supprimer. Voilà ce qu'il devrait faire.

Combien de nouveaux emplois crée-t-on lorsqu'une société décide, comme l'a fait la United Technologies, d'acquérir une entreprise rentable au Canada, Otis Elevator, pour l'intégrer à son conglomerat international et ensuite en réduire systématiquement les activités de fabrication au Canada? Il n'y a pas longtemps encore, Otis Elevator vendait des ascenseurs, des escaliers roulants et tous genres de matériel de levage dans le monde entier. Ce matériel est maintenant fabriqué au New Jersey ou en Allemagne plutôt qu'à Hamilton ou à Toronto. Quel avantage y a-t-il à autoriser ce genre d'acquisition?

Le premier ministre affirme que nous essayons de créer des emplois. On n'a pas créé d'emploi dans ce cas-là. Voilà un exemple du genre de grand conglomerat que le gouvernement actuel est maintenant en train de supplier à genoux de venir investir au Canada. Pour quoi faire? Ce genre de conglomerat acquiert une entreprise, en réduit peu à peu la production et profite ensuite de sa clientèle bien établie pour l'approvisionner en produits fabriqués ailleurs. Il a ensuite le culot de déduire ses pertes de ses revenus imposables au Canada. Non seulement le contribuable canadien n'obtient pas de nouveaux emplois, de nouvelles compétences ou de nouveaux travaux de recherche ou de développement, mais il finit par payer pour la perte de tout ce qui existait auparavant.

Voilà, monsieur le Président, ce qui est faux dans la politique du gouvernement actuel. Il ne semble pas capable de voir le monde réel d'un œil critique. J'aimerais qu'on investisse au Canada afin que les Canadiens trouvent des emplois. Je souhaite voir effectuer des travaux de recherche et de développement chez nous. Je souhaite que nos jeunes fraîchement émus des universités et des collèges puissent trouver des emplois dans des domaines de technologie de pointe. Je voudrais trouver au Canada la volonté de mettre au point un procédé spécifiquement canadien qui nous placera au premier rang dans le monde. Cependant cet objectif ne sera pas atteint dans un pays comme le nôtre à moins que l'on n'exige de ceux qui viennent exercer leur activité ici qu'ils ne se tracent une ligne d'action et qu'ils ne s'engagent envers le pays entier à la suivre. Ils doivent songer à nommer des Canadiens à la direction, et à mettre sur pied un service de recherche et de développement qui soit propre à notre pays. Ils doivent destiner aux marchés internationaux les articles qu'ils fabriquent ici. On n'obtient pas ces résultats sans les exiger. On ne peut pas garantir que ces conditions seront respectées à moins de les inclure dans un contrat. Même là, il peut être difficile de les faire respecter. Mais les conditions sont au moins mesurables, qu'il soit ou non possible de les faire respecter. On est ainsi en mesure de rappeler aux entreprises ce qu'elles avaient promis. Il se peut qu'à leur tour elles soient disposées à discuter pour savoir si elles doivent être

fidèles à cet engagement. Mais la situation que le ministre parle d'établir ne nous apportera rien de semblable.

• (1540)

Il paraît que le Canada a ouvert ses portes aux entreprises. Je prédis que ces paroles reviendront hanter le premier ministre. En écoutant ce qu'il a dit et en examinant ses objectifs et ce qu'il voudrait faire de mieux que ce qui s'est fait dans le passé, je n'ai pas pu m'empêcher de penser que le Canada allait se faire rouler une fois de plus. C'est bien l'impression que j'ai eue. Selon cette nouvelle mesure, nous ne pouvons rien faire pour garantir que les investissements que nous attirerons seront à notre avantage. Comme mon collègue l'a dit plus tôt, ce n'est pas comme si nous n'avions pas déjà assez d'investissements étrangers. Imaginez un peu le débat qu'il y aurait au Congrès et au Sénat des États-Unis si 52 ou 53 p. 100 de toutes les entreprises manufacturières et industrielles des États-Unis appartenaient à des Canadiens? Les députés peuvent-ils se l'imaginer? Quelle sorte de débat y aurait-il si 52 ou 53 p. 100 de toutes les sociétés industrielles et commerciales des États-Unis appartenaient à des hommes d'affaires du Japon, d'Europe ou de Hong Kong? Les Américains ne le toléreraient pas et n'accepteraient jamais une telle situation. Ils prendraient des mesures... Pardon?

M. Friesen: Ce secteur appartenait auparavant au gouvernement britannique.

M. Deans: Et les Américains ont rectifié la situation.

M. Langdon: Par une révolution.

M. Deans: Mais les États-Unis ne toléreraient jamais une telle chose. Vous le savez tout aussi bien que moi, monsieur le Président; je peux lire sur votre visage que vous êtes d'accord avec tout ce que je dis. Si le débat actuel avait lieu au Congrès américain, toutes les places seraient prises. Chaque membre du Congrès se lèverait pour défendre les intérêts des États-Unis et pour faire valoir la nécessité de développer l'économie de sa région et faire en sorte que cette économie appartienne avant tout aux Américains et soit contrôlée par eux.

M. Jepson: Vous avez des talents pour le théâtre.

M. Deans: Mon collègue dit que j'ai des talents pour le théâtre. Savez-vous quel est le problème en l'occurrence? C'est que mon collègue ne semble pas pouvoir faire la distinction entre la présentation et le fond de mon argument.

M. Jepson: C'est toute une comédie que...

M. Deans: Je tiens à lui dire que le fond de mon argument a énormément de valeur, qu'il le sache ou non. Il regrettera rétrospectivement de ne pas avoir profité de l'occasion qui s'offrait à lui de prendre la parole à ce sujet. Il est absolument essentiel que les députés sortent de leur torpeur et défendent les intérêts du Canada. Ils doivent comprendre que nous ne parlons pas d'une étape passagère quelconque. Nous ne pouvons pas dire que tout reviendra à la normale dans deux ou trois semaines. Le gouvernement est en train de prendre une décision fondamentale qui déterminera à qui appartiendra l'avenir du Canada et des Canadiens et qui contrôlera cet avenir. Nous sommes aujourd'hui en train de décider que la proportion de 53 p. 100 de notre économie qui appartient actuellement à des non-résidents qui ne s'intéressent à nous que dans la mesure où cela leur rapporte, que cette proportion va passer